

# Des conditions pour une technique anarchiste

**Annick Stevens**

**N**I SACRALISÉE NI FÉTICHISÉE, MAIS PAS DAVANTAGE DÉMONISÉE : je voudrais plaider pour la possibilité d'adopter une distance critique et lucide vis-à-vis de la technique, en l'intégrant dans la visée d'un monde anarchiste viable et désirable. D'autres articles dans ce numéro rappellent l'ampleur des dégâts causés par les rapports de production actuels à la nature planétaire et au psychisme humain ; je partage largement leur constat. Il ne me semble pas nécessaire de choisir entre les modèles prédictifs plus ou moins alarmants qui circulent aujourd'hui, y compris dans les médias de masse : l'état présent est suffisamment insupportable pour qu'on conclue à l'urgence d'un revirement afin de sauver les conditions essentielles de la vie. Parmi les nombreuses dénonciations de l'impasse techno-industrielle qui sont publiées depuis une bonne cinquantaine d'années, je me propose de sélectionner les analyses les plus convaincantes et les plus utiles pour évaluer concrètement ce qu'il est possible de faire, maintenant et dans nos propres vies, pour influencer ce changement dans le sens que nous voulons.

## UNE SOCIÉTÉ TECHNIQUE, TECHNOLOGIQUE, INDUSTRIELLE OU CAPITALISTE ?

Une première exigence de clarté porte sur le terme même : parle-t-on de technique ou de technologie ? Et quelle signification exacte attribue-t-on à ces termes ? Cela ne fait pas une mince différence, car, si la définition de la technologie est « processus réunissant science, technique, économie et politique »<sup>1</sup>, alors évidemment sa domination est totale et on ne peut même plus dire qu'elle est « la base de tout le système de production, de circulation et de consommation » puisqu'elle en est la totalité. On fait ainsi de la totalité du système une boîte noire, en négligeant de clarifier les articulations entre les différents domaines de ce système : une simple déduction de sa définition suffit pour affirmer que la technologie est « le vrai sujet de l'histoire aliénée ». D'une autre façon, définir la technologie comme « incarnation du savoir scientifique et industriel, [...] nouvelle puissance grâce à laquelle les savoir-faire ont pu être accaparés, arrachés aux mains des êtres humains afin de les engrammer, de les intégrer dans la structure des machines »<sup>2</sup>, consiste à mettre dans la définition les caractères qu'on veut dénoncer, de sorte qu'il n'y a plus aucune possibilité d'envisager une technologie débarrassée de ces défauts. Sans mettre en question la pertinence de la critique qu'apportent ces ouvrages, le problème est qu'ils ne permettent pas de voir clairement à quoi il faut s'attaquer. Comme le rappelle Jacques Ellul, la technologie est l'étude scientifique des techniques accompagnée d'une recherche de leur perfectionnement<sup>3</sup>. Il faut donc distinguer la notion générale de technologie, sous laquelle peut trouver place une étude du perfectionnement de certaines techniques en fonction de critères sélectionnés, et la technologie particulière qui règne dans la société actuelle.

Si l'on choisit de parler de techniques, sachant que la taille du silex est déjà une technique et à moins de vouloir revenir avant l'avènement de *l'homo faber*, il est évident qu'on ne peut condamner globalement la technique ni considérer comme seul projet alternatif une humanité sans technique. Il reste à distinguer un sens étroit, qui recouvre les outils et les machines que l'homme se donne pour aménager le monde en fonction de ses visées, et un sens large, qui désigne le savoir-faire acquis en vue d'une efficacité dans n'importe quelle activité (technique artistique, sportive, managériale, etc.). Sauf mention contraire, j'utiliserai dans la suite le mot « technique »

1. Collectif, *Le Gouvernement par la peur au temps des catastrophes*, Éd. de la Roue, 2013, p. 10.

2. Cédric Biagini et Guillaume Carnino, *La tyrannie technologique*, L'Échappée, 2007, p. 11.

3. J. Ellul, *Le Système technicien*, Paris, Le Cherche-Midi, 2004 (1ère éd. Calmann-Lévy, 1977), pp. 36-38.

au sens étroit, l'essentiel étant qu'il s'agit de moyens mis en œuvre pour réaliser une fin, sachant qu'il y a dans une certaine mesure implication réciproque des moyens et des fins. En effet, les moyens influencent les fins dans la mesure où aucune fin n'est envisagée si l'on n'a aucune représentation d'un moyen pour l'atteindre, et à l'inverse des moyens disponibles poussent à envisager une fin qu'on n'aurait aucune autre raison de viser. D'autre part, la critique des fins ne doit pas se limiter à la critique des moyens qui les influencent ou éventuellement les pervertissent, mais il faut questionner d'une manière plus générale le type d'humanité et de société que nous visons ultimement à travers toutes nos fins. Pour le dire autrement : il n'y a pas que la technique, ou que l'économie, qui est responsable de la pauvreté des représentations actuelles de ce qu'est, ou pourrait être, un être humain. C'est précisément une dimension de l'aliénation sociale actuelle que de faire oublier ce dernier questionnement ou de considérer qu'il est devenu purement abstrait et oiseux, ne pouvant avoir aucun effet sur la situation réelle. Au contraire, le simple fait de réfléchir à cette question prouve que la clôture des représentations n'est pas totale.

De la même manière, la définition du type de société dans laquelle nous nous trouvons influence l'évaluation de la marge de manœuvre dont nous disposons. L'un des premiers penseurs à avoir mis en garde contre la domination de la technique, Jacques Ellul, mérite une attention particulière parce qu'on peut repérer dans son analyse certaines failles de raisonnement qui lui font conclure finalement à l'impossibilité de toute issue. Je vais donc évoquer rapidement ces failles, laissant de côté d'autres éléments de l'analyse qui ont été largement adoptés après lui. Ellul, ainsi que Charbonneau et le mouvement Technologos qui s'inscrit dans leur sillage, estime que c'est la technique qui caractérise au premier chef notre société parce que la croissance économique repose sur une constante innovation technique. Si cette dernière observation est indéniable, il serait plus correct de dire que *l'innovation technique permanente*, et non la technique en tant que telle, est la condition de survie de l'économie de croissance et donc l'élément essentiel de notre société. Bien plus, si l'on considère ainsi l'innovation technique comme un *moyen* au service de la croissance économique, il serait plus logique de caractériser notre société par la valeur ultime en fonction de laquelle tout le reste est jugé nécessaire et de conclure que notre société est capitaliste avant d'être technique. Un

4. Voir par exemple *Le Système technicien*, op. cit., p. 16.

5. *Le Système technicien*, p. 133-145 : l'instance politique (que ce soit l'État, les hommes politiques ou les citoyens) est dite tantôt impuissante, tantôt capable seulement de mauvais choix ; les auteurs qui envisagent une technique libératrice sont écartés rapidement comme utopistes, par exemple Bookchin à la p. 162, note 51.

La conclusion est implacable sur la détermination totale de la pensée par le système. Sur la seule échappée religieuse, cf. l'article très informatif de Jean-Pierre Jézéquel, « Jacques Ellul ou les impasses de la technique », dans [www.journaldumauss.net/spip.php?article743](http://www.journaldumauss.net/spip.php?article743). D'autres aspects de l'œuvre d'Ellul sont présentés par René Fugler dans *Refractions* n° 11.



autre argument de ces auteurs en faveur de la centralité de la technique est sa sacralisation, c'est-à-dire la croyance généralisée en ce qu'elle seule peut tout apporter : confort, sécurité, bonheur, solution à toutes les difficultés. Cette raison est sans doute plus pertinente que la première, car elle illustre davantage la dépendance dans laquelle nous nous trouvons par rapport à la technique, non seulement dans le domaine économique mais dans les autres domaines de la vie et pour satisfaire nos aspirations les plus prioritaires. Cependant, elle ne fait toujours pas de la technique la valeur et la fin ultime des autres activités, mais un instrument de celles-ci, et qui plus est un instrument dont on peut montrer les échecs par rapport aux fins visées. La position d'Ellul est également affaiblie par le manque d'analyse de la domination, qu'il confond simplement avec la puissance<sup>4</sup>. En effet, si tout ce qui est puissant est de ce seul fait dominateur, la technique peut dominer l'humanité sans être intégrée dans un autre système de domination qui la déborde, et sans que l'on doive chercher des sujets qui l'utilisent sciemment en vue d'une domination. C'est sur cette base, insuffisamment démontrée, qu'Ellul affirme une autonomie du système technicien, au sens d'une indépendance par rapport à toutes les autres composantes de la société, de sorte qu'aucune échappée n'en est possible à moins d'une réforme profonde de l'humain sous forme de conversion religieuse<sup>5</sup>. Par ailleurs, il est peut-être secondaire de savoir s'il est préférable de parler de « société technicienne » ou de

« société industrielle », mais, pour écarter cette dernière expression, Ellul s'appuie sur une observation de l'évolution de l'entreprise qui n'est pas sans intérêt :

« L'industrialisme développe un système centralisé, hiérarchisé, à croissance linéaire, impliquant la division du travail, la séparation entre les moyens et les fins. [...] La Technique contredit point par point ces différents caractères<sup>6</sup>. »

Il semblait évident dans les années 1970 que les formes nouvelles de management imposées par la révolution culturelle de 1968, comme la suppression de la hiérarchie, de la centralisation, de la « séparation entre fonctions d'exécution et de direction », allaient bouleverser durablement les relations dans l'entreprise ; il est intéressant de constater à quel point elles ont été éphémères ou marginales. De même, l'opposition signalée entre une industrie créatrice d'emplois et une technique économe en travail humain est superficielle du point de vue du capitalisme : la tendance à diminuer constamment le capital humain fait partie du projet capitaliste depuis le début, et elle n'a pas été favorisée pour des raisons techniques mais pour des raisons économiques (pression sur les coûts salariaux et contrôle de la main-d'œuvre). De toute cette analyse la conclusion à tirer serait plutôt que notre société est avant tout capitaliste et que c'est ce fait central qui commande tous les autres, y compris le surdéveloppement des techniques.

Cependant, d'autres raisons sont avancées par les auteurs de l'*Encyclopédie des nuisances* pour justifier l'appellation de « société industrielle » plutôt que de « société capitaliste ». La centralité de l'industrie se manifeste d'abord dans l'évidence sensible du « devenir-monde de l'usine » ou du « devenir-usine du monde »<sup>7</sup> : l'oppression se fait d'abord sur nos sens, tous les cinq agressés par les pollutions omniprésentes des machines. Ensuite, le processus de croissance technique n'est pas seulement nécessaire pour l'économie capitaliste mais tout autant pour la logique du pouvoir politique en place : on assiste surtout actuellement à un développement accéléré des techniques de contrôle étatique au nom d'une sécurité précisément menacée par le capitalisme industriel :

« En achevant de saper toutes les bases matérielles, et pas seulement matérielles, sur lesquelles elle reposait, la société industrielle crée des

6. *Id.*, p. 15.

7. René Riesel, *Du progrès dans la domestication*, Éd. de l'Encyclopédie des nuisances, 2003, pp. 70-71.

72 • DES CONDITIONS POUR UNE TECHNIQUE ANARCHISTE

conditions d'insécurité, de précarité de tout, telles que seul un surcroît d'organisation, c'est-à-dire d'asservissement à la machine sociale, peut encore faire passer cet agrégat de terrifiantes incertitudes pour un monde vivable<sup>8</sup>. »

Il en résulte que la catastrophe caractéristique de notre société n'est ni la destruction de la nature ni sa domination économique, mais la *soumission générale* aux pouvoirs qui, après avoir causé les dégradations, prétendent les gérer. Déjà en 1988 Riesel et Semprun écrivaient que

« la catastrophe historique la plus profonde et la plus vraie, celle qui en dernier recours détermine l'importance de toutes les autres, réside dans le persistant aveuglement de l'immense majorité, dans la démission de toute volonté d'agir sur les causes de tant de souffrances, dans l'incapacité à seulement les considérer lucidement »<sup>9</sup>.

Vingt ans plus tard, ils ajoutent :

« Force a été de constater que la connaissance toujours plus précise de cette détérioration s'intégrait sans heurts à la soumission et participait surtout de *l'adaptation* à de nouvelles formes de survie *en milieu extrême*<sup>10</sup>. »

Par l'expression de « société industrielle », il s'agit de désigner aussi ce processus de domestication des humains, que peu de chose distingue encore de l'élevage industriel. Entre l'inflation des contraintes législatives et l'addiction des populations à la consommation, ces auteurs voient eux aussi peu de marge pour un changement. Aucun renversement du système n'est possible si les nantis suscitent l'envie et non le dégoût, si la décroissance et la sobriété sont prônées par nécessité et non par désir. En effet, le discours écologique catastrophiste introduit par les experts est maintenant repris en chœur dans les médias et dans les directives étatiques, mais avec pour seules propositions de solution le développement de techniques de substitution et de décontamination ainsi que l'imposition de normes et contraintes suivant une logique de demi-mesures qui consiste à respecter les engagements internationaux sans entraver la compétitivité des entreprises nationales.

8. René Riesel et Jaime Semprun, *Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable*, Éd. de l'Encyclopédie des nuisances, 2008, p. 22.

9. Dans le n°13 de la revue *Encyclopédie des nuisances*.

10. R. Riesel et J. Semprun, *op. cit.*, p. 21.

**TECHNIQUE ET DOMINATION**

Puisque manifestement la technique doit être examinée sous l’angle de la domination et de l’aliénation, il ne faut négliger aucune des trois sources de celles-ci : la tendance à l’autonomisation des institutions, l’intérêt d’une classe dominante, la soumission volontaire de la majorité des populations. Il est généralement reconnu que les institutions ont tendance à s’autonomiser, c’est-à-dire à se perpétuer comme si elles étaient des fins alors qu’elles ont été instituées comme des moyens, et ainsi à échapper à la volonté instituante. La deuxième composante est moins unanimement acceptée : y a-t-il une action efficace (même partielle) d’une subjectivité consciente, et toute institution dominatrice est-elle voulue et entretenue par certains à leur avantage ? Enfin, la troisième dimension est celle qui se prête le moins aux arguments et le plus au sentiment, en fonction de ce que chacun pense de ses contemporains — et de lui-même. Les penseurs de l’École de Francfort ont tenu compte de cette triple composante dans leur analyse de la rationalité capitaliste.

« Le terrain sur lequel la technique acquiert son pouvoir sur la société est le pouvoir de ceux qui la dominent économiquement. De nos jours, la rationalité technique est la rationalité de la domination même<sup>11</sup>. »

L’instrument principal de la domination actuelle est la suppression des choix et visées individuels par une rationalité organisatrice totalisante qui résulte d’un autoretournement de la raison émancipatrice des Lumières :

« Si, dans le système libéral, l’individuation d’une partie de la population était nécessaire pour que la société globale s’adapte au développement technique, de nos jours, le fonctionnement de l’appareil économique exige une direction des masses qui ne soit pas perturbée par l’individuation. L’orientation de la société déterminée par l’économie (qui a toujours dominé la constitution mentale et physique de l’homme) atrophie les organes de l’individu qui contribuaient à l’organisation autonome de son existence. Depuis que penser est devenu un secteur de la division du travail, les projets des experts et des chefs compétents ont rendu superflus les projets faits par les individus voulant organiser eux-mêmes leur bonheur. Le caractère irrationnel de

11. M. Horkheimer et Th. Adorno, *La Dialectique de la raison. Fragments philosophiques*, Gallimard, Tel, 1974 (première édition en allemand en 1944), p. 130.

## 74 • DES CONDITIONS POUR UNE TECHNIQUE ANARCHISTE

l'adaptation docile et assidue à la réalité devient plus raisonnable pour l'individu que la raison. [...] Le progrès de la société industrielle, qui prétend pourtant être venue à bout de la loi de la paupérisation produite par elle, tue l'idée qui justifiait tout le système : l'homme en tant que personne, en tant que représentant de la raison est anéanti. La dialectique de la Raison se renverse objectivement et devient folie. [...] Ce n'est pas en accordant à l'individu une pleine satisfaction que les colosses déchaînés de la production l'ont vaincu, mais en l'éliminant en tant que sujet<sup>12</sup>. »

L'enchevêtrement de tous ces éléments montre qu'il n'y a pas de causalité simple et que chacun des acteurs, humain ou institutionnel, est à la fois déterminant et déterminé, sans que cela nous empêche toutefois de préciser chacune des diverses relations qui les relie<sup>13</sup>. Ainsi, les directions d'entreprise et les législateurs n'agissent pas selon une rationalité infaillible en vue de leur propre intérêt mais sont eux-mêmes limités par une multiplicité d'éléments qu'ils ne maîtrisent pas. Certains choix de leur part sont parfaitement prévisibles et commandés pour ainsi dire mécaniquement par la disponibilité d'une technique et la promesse d'énormes profits — que l'on pense par exemple au développement exponentiel des télécommunications, pour lesquelles il n'existait aucun besoin. Mais on sait bien qu'à l'inverse d'autres recherches industrielles sont volontairement laissées sans financement, par exemple celle sur les moteurs automobiles, qui risquait de faire diminuer les besoins en pétrole avant que les grandes compagnies n'aient eu le temps d'épuiser cette manne et de s'assurer les monopoles sur les nouvelles énergies. Et il est tout aussi évident que les autorités législatives, étatiques et supra-étatiques, entretiennent considérablement le processus puisque les financements publics de la recherche, de même que les autorisations d'exploitation et de commercialisation, suivent les demandes des complexes industriels et financiers.

Le système technicien ne fonctionne donc pas tout seul indépendamment de toute décision humaine, et par ailleurs, une fois quitté l'auto-emportement de la rhétorique catastrophiste, la simple expérience de la vie quotidienne conteste que les valeurs techno-consuméristes aient éliminé toute autre valeur, et les relations techno-commerciales toute autre relation entre les gens. Il est étrange de constater à quel point sont peu nombreux, parmi tous

12. *Id.*, p. 211-213.  
La « Raison » avec majuscule traduit l'allemand *Aufklärung*, qui désigne le processus d'émancipation intellectuelle et politique entamé au XVIII<sup>e</sup> siècle sous le nom de « Lumières ».

13. La complexité des institutions sociales en rapport avec la technique est exposée très clairement par C. Castoriadis dans l'article « Technique » de l'*Encyclopedia Universalis* de 1973, repris dans *Les Carrefours du labyrinthe I*, Seuil, 1978.

les ouvrages qui mettent en garde contre la domination du système techno-capitaliste, ceux qui explorent ces interstices, ces marges de manœuvre que l'interaction multiple des facteurs laisse ouvertes tant dans la pensée que dans l'action. Ce sont elles que je voudrais maintenant explorer.

#### LA SYNTHÈSE ANARCHISTE DE MURRAY BOOKCHIN

L'œuvre qui, à ma connaissance, a présenté de la manière la plus complète à la fois les aspects théoriques du problème techno-capitaliste et la possibilité d'une alternative intégrant toutes les dimensions de la vie humaine, depuis la production jusqu'aux décisions politiques et aux relations affectives, est celle de Murray Bookchin, et ce n'est pas un hasard si elle apparaît comme une synthèse de l'anarchie et de l'écologie.

Il serait tout à fait illusoire de vouloir résumer en quelques pages une œuvre aussi dense, abondante et polymorphe. Je me contenterai d'aborder ce qui sert directement mon propos. Partons de ce simple constat : nous sommes dominés par le processus industriel parce que nous ignorons son fonctionnement, et ce non en raison de sa complexité, mais en raison de la division du travail et des savoir-faire, qui entraîne la dépendance extrême de chacun vis-à-vis du système entier, la plupart d'entre nous étant incapables de réaliser les activités même les plus élémentaires de la vie.

« La liquidation systématique de tous ces moyens autonomes de survie que pouvaient constituer pour l'ouvrier un petit lopin de terre, une connaissance rudimentaire de l'utilisation des outils, le savoir-faire nécessaire pour pourvoir aux besoins familiaux en matière de chaussures, de vêtements et de mobilier, – cela ne tendait qu'à retirer au prolétariat tout moyen de résistance face au capital. [...] En considérant l'usine et l'évolution technique comme socialement neutres, le « socialisme scientifique » s'est refusé à voir le rôle qu'ont joué l'usine et sa structure hiérarchique complexe, pour conditionner les ouvriers à l'obéissance et leur inculquer la soumission depuis l'enfance et à toutes les étapes de leur vie d'adulte<sup>14</sup>. »

Bookchin ajoute que les solutions techniques de l'écologie (jardinage biologique, énergie solaire et éolienne, aquaculture...) sont tout à fait insuffisantes pour mettre fin au « cauchemar de la rationalité

14. Vers une rationalité libertaire, p. 6 ; article de 1965 reproduit dans *Post-scarcity anarchism* en 1971 et traduit dans *Pour une société écologique* (Bourgeois, 1976). Ce texte, ainsi que plusieurs autres du même recueil épuisé, sont maintenant disponibles en pdf sur le site [ecologiesociale.ch](http://ecologiesociale.ch). La pagination citée est celle du pdf.

76 • DES CONDITIONS POUR UNE TECHNIQUE ANARCHISTE

instrumentale », car celui-ci repose essentiellement sur la hiérarchie. La révolution de l'électronique, qui aurait pu amener une libération par une diminution drastique du temps de travail, a été mise en œuvre de telle façon qu'elle

« renforcera au-delà de tout ce que nous pouvons imaginer la centralisation politique, la surveillance policière et le contrôle social, sans parler du conditionnement des esprits par les médias »<sup>15</sup>.

Bookchin attribue la responsabilité du désastre social et du désastre écologique à la même cause : l'habitude de la domination, qui s'exerce aussi bien sur les hommes que sur la nature. Cette idée, peut-être familière aux anarchistes mais dont l'exactitude ne va pas de soi, vaut la peine qu'on s'y arrête un moment.

Dans *Éclipse de la raison*, Max Horkheimer reprenait à Marx l'idée que la domination sur la nature est liée à celle de l'homme sur l'homme :

« L'histoire des efforts de l'homme pour asservir la nature est également l'histoire de l'asservissement de l'homme par l'homme<sup>16</sup>. »

Cependant, René Riesel a probablement raison de répondre que cette association n'est exacte que depuis la première phase de l'industrialisation, parce que les civilisations antérieures qui asservissaient déjà les humains se contentaient d'appriivoiser la nature<sup>17</sup>. Castoriadis fait le même constat, tout en situant un peu plus tôt, dès le XVI<sup>e</sup> siècle, l'apparition d'un « imaginaire de la maîtrise rationnelle », qui désormais coexistera avec son opposé, l'imaginaire de l'autonomie, sans pouvoir jamais totalement le détruire<sup>18</sup>. Bookchin, tout en affirmant que la domination sur la nature et la domination sur les humains relèvent de la même tendance, situe également la fin du respect et de la symbiose avec la nature bien plus tard que la tyrannie exercée sur les humains : les civilisations esclavagistes antiques prenaient bien soin de leur environnement naturel, non seulement par intérêt utilitaire mais aussi pour des raisons mythico-religieuses ; c'est l'agriculture industrielle et surtout l'urbanisation qui ont déconnecté l'homme d'avec la nature, en même temps que les relations de marché la réduisaient à une ressource à exploiter indéfiniment<sup>19</sup>. Il me semble important d'aller plus loin dans la distinction des deux rapports d'exploitation, dans

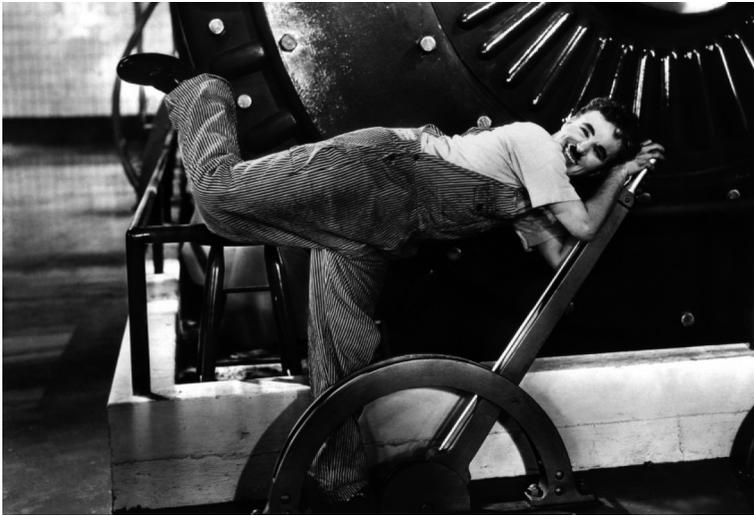
15. *Un anarchisme pour 1984*, p. 2 ; traduction de « Anarchism : 1984 and beyond », publiée dans *Un anarchisme contemporain* : Venise 84, vol. 3 : *L'État et l'anarchie*, Atelier de création libertaire, Lyon, 1985. Pagination du pdf, cf. note précédente.

16. Paris, Payot, 1974 (première édition allemande en 1947).

17. R. Riesel, *Du progrès dans la domestication*, Paris, Encyclopédie des nuisances, 2003, p. 23.

18. C. Castoriadis, « Entretien avec le MAUSS », *Revue du Mauss*, 1999, n° 13 et 14 ; sous le titre *Démocratie et relativisme*, Mille et une Nuits, 2010. Transcription de l'enregistrement sur le site [collectiflieuxcommuns.fr](http://collectiflieuxcommuns.fr).

19. Voir notamment : *Vers une technologie libératrice*, p. 14 ; *Écologie et pensée révolutionnaire*, p. 4 (mêmes références que dans la note 14) ; *Un anarchisme pour 1984*, op. cit., p. 9.



la mesure où l'ambiguïté est une source de conflit entre certains mouvements anarchistes. En effet, tout être vivant doit, pour survivre, exploiter ce qui lui est nécessaire dans son milieu naturel, y compris d'autres êtres vivants, et la plupart des vivants considèrent la nature du seul point de vue utilitaire, selon les avantages et les inconvénients qu'ils y trouvent. Il n'y a rien de plus naturel que le rapport d'exploitation de la nature, et dans la nature elle-même se sont développés des mécanismes de régulation et de rétablissement des équilibres, qui font qu'une espèce qui empiéterait excessivement sur les autres atteindrait, par son extension et les dégâts qui en résultent, la limite des ressources disponibles pour sa survie. C'est au fond la situation que subit actuellement notre espèce. En revanche, l'exploitation entre membres d'une même espèce n'a rien d'une évidence naturelle. Il y a des rivalités, mais il n'y a pas d'asservissement, si ce n'est chez l'humain. Selon la conception marxiste, la division sociale est apparue, que ce soit sous forme d'esclavage ou de classe laborieuse exploitée, en raison de l'amélioration des techniques de production qui a permis des surplus et, de là, l'existence d'une classe parasite. Cette explication repose sur une conception déterministe de l'histoire qui conclut immédiatement de la possibilité à la nécessité : puisque le surplus est devenu possible, il a été réalisé ; puisque la classe parasite est devenue possible, elle a été réalisée. On a fait remarquer depuis que de nombreux peuples ont eu la même possibilité mais ne l'ont jamais

réalisée, préférant par exemple gaspiller tous les surplus dans un immense banquet festif et mettant en place des procédures d'évitement de la division sociale, par exemple par la chefferie symbolique<sup>20</sup>. D'une manière générale, à la théorie de la nécessité s'oppose la théorie de l'arbitraire de l'institution sociale, dont le développement le plus achevé se trouve chez Castoriadis<sup>21</sup>. Dans cette optique, il n'y a de nécessité ni à ce que l'une des dominations entraîne l'autre, ni à ce que l'une ou l'autre soit inéluctable. On peut dès lors réfléchir à l'avenir en identifiant plus clairement ce qui le menace : d'une part, des pollutions et dégradations à long terme, voire irréversibles dans certains cas, dont les solutions de réparation et de remplacement relèvent de la *technique* ; d'autre part, une domination sociale qui entretient et aggrave la situation, contre laquelle il faut donc mener une lutte *politique*.

C'est là que nous retrouvons Murray Bookchin et sa double proposition, technique et politique. Il ne fait aucun doute pour lui que la sortie du capitalisme est une condition indispensable, car, *par sa nature même*, le capitalisme ne peut utiliser les techniques que dans un but autoritaire et destructeur. Pour être émancipateurs, les outils ou machines doivent avoir été *conçus* dans ce but et donc être d'un certain type et non être quelconques et utilisables dans l'un ou l'autre sens. Très proche d'Ivan Illich sur ce point<sup>22</sup>, Bookchin prône des outils et machines adaptés aux énergies renouvelables, dont la fabrication se satisfasse autant que possible des ressources locales, dont le fonctionnement, l'entretien et la réparation soient assez simples pour être maîtrisés par un maximum de gens, et bien entendu qui soient au service d'une diminution du temps et de la pénibilité du travail<sup>23</sup>. Alors qu'Illich insiste surtout sur la nécessité de la *limitation* des objets techniques, introduisant la notion de *seuil* au-delà duquel une institution sociale se retourne contre ses propres fins, Bookchin met plutôt en évidence les contextes sociaux dans lesquels de tels outils peuvent prendre place.

À cet égard, les deux aspects les plus remarquables et originaux de sa proposition, et les plus importants à retrouver actuellement, sont, d'une part, la motivation qui sert de moteur au changement et, d'autre part, l'insistance sur l'institution du cadre politique adéquat. La motivation n'est ni la nécessité ou l'urgence pour la survie, comme dans la plupart des mouvements écologistes actuels, ni l'attribution d'une valeur « en soi » au monde naturel, comme dans l'écologie profonde, mais l'épanouissement maximal de la vie humaine :

20. Je renvoie bien sûr aux travaux de Marcel Mauss et de Pierre Clastres.

21. C'est la thèse de *L'Institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975.

22. Voir l'ouvrage d'I. Illich, *La Convivialité* (Seuil, 1973, réédité en 2003), centré autour de la notion d'*outil convivial* : « J'appelle *société conviviale* une société où l'outil moderne est au service de la personne intégrée à la collectivité, et non au service d'un corps de spécialistes » (p. 13).

23. De nombreux exemples concrets de telles machines sont décrits dans *Vers une technologie libératrice*, *op.cit.*

« L'anarchisme n'est pas seulement une société sans État, mais aussi une société harmonisée qui ouvre l'humain aux stimulations à la fois de la vie rurale et de la vie urbaine, à l'activité physique et à l'activité mentale, à une sensualité non réprimée et à une spiritualité tournée vers lui-même, à la solidarité communale et au développement individuel, à la spécificité régionale et à la fraternité mondiale, à la spontanéité et à l'autodiscipline, à l'élimination du labeur et à la promotion de la créativité artisanale<sup>24</sup>. »

S'expliquant sur le titre de son livre *Post-scarcity anarchism : un anarchisme post-rareté*, Bookchin distingue la fausse abondance de la société de consommation, destructrice et illusoire parce qu'insatisfiable, de celle que peut atteindre l'écologie sociale dans les conditions décrites, et qui, loin d'en être le but, n'est qu'une précondition pour que puissent s'exercer les libertés concrètes :

« Il est clair que le but de toute révolution aujourd'hui doit être la libération de la vie quotidienne. Toute révolution qui n'arrive pas à atteindre ce but est une contre-révolution<sup>25</sup>. »

La reconnaissance et la protection des autres formes de vie viendront de la sensibilité et de la connivence avec elles autant que de l'intelligence, sans qu'il soit besoin de nier la spécificité de chaque espèce ni les aspirations proprement humaines.

Quant à la priorité de créer un pouvoir politique concurrent du pouvoir institué et visant à son renversement, elle résulte à la fois des exigences écologiques et d'une réflexion approfondie sur les conditions de réussite des révolutions. D'abord, les techniques acceptables écologiquement et émancipatrices pour les individus doivent être, comme on l'a vu, à échelle réduite et adaptées aux situations locales. Elles doivent donc aussi être décidées localement par ceux-là mêmes qui les utiliseront. Par ailleurs, puisqu'on vise la liberté et l'autonomie (au sens étymologique de « se donner à soi-même sa propre loi »), il faut une institutionnalisation de l'instance de décision. On ne peut pas se contenter de relations spontanées et informelles, affinitaires ou communautaires, car elles n'offrent aucune garantie que chaque individu puisse exposer son point de vue, être entendu et pris en compte. Et, surtout, elles laissent le champ libre à une reprise en main du pouvoir politique par une minorité, pendant que la majorité sera occupée à développer

24. *Écologie et pensée révolutionnaire, op.cit.*, p. 12 (trad. personnelle, p. 78 de *Post-scarcity Anarchism*).

25. *Post-scarcity Anarchism*, p. 44 (trad. personnelle).

les moyens concrets de subsistance. Il faut formaliser un minimum de règles d'assemblée, puis de fédéralisation lorsque des décisions concernent un plus vaste territoire. C'est ce processus qu'on appelle politique, et pas seulement social. Pour y arriver, Bookchin a proposé de s'emparer du pouvoir municipal partout où le nombre de gens motivés serait suffisant et de transformer ce pouvoir en démocratie directe impliquant tous les habitants de la municipalité. Sa proposition a été mal reçue, parce qu'il l'a présentée essentiellement sous la forme d'un accès au pouvoir par les élections. Rien n'empêche cependant de penser à de meilleurs moyens de faire co-exister, puis exister seul, un pouvoir politique autonome parallèle à celui de l'oligarchie. Il va falloir là aussi faire preuve d'imagination et d'adaptabilité aux circonstances, mais certains signes indiquent que de plus en plus de gens en ont conscience et ont commencé à explorer ces possibilités.

Mentionnant l'analyse de Bookchin, Castoriadis voit comme principale difficulté à sa proposition non pas l'élimination des tâches les plus pénibles et abrutissantes, « qui pourrait être rapidement réalisée si la recherche était consciemment dirigée dans cette voie », mais la contradiction entre la visée d'indépendance des communautés locales et les avantages d'une production à grande échelle<sup>26</sup>. Une telle réticence à renoncer à l'efficacité des grosses unités de production semble heureusement avoir disparu chez la plupart des porteurs d'alternatives actuelles, peut-être parce que, depuis lors, l'expérience a montré que les « méga-projets » de production d'énergies écologiques étaient tout aussi destructeurs et spoliateurs que les méga-industries précédentes. Les luttes contre les gigantesques champs d'éoliennes dans l'isthme de Tehuantepec au Mexique, ou contre les titanesques barrages dans le bassin de l'Amazone, ne se limitent pas à la défense d'un mode de vie traditionnel peu exigeant en termes d'énergies : elles se placent résolument sur le terrain politique en dénonçant les modes de décision, le droit d'expropriation par les États, le détournement de l'argument de l'utilité publique alors que les bénéficiaires seront presque exclusivement les entreprises, ainsi que de l'argument écologique, alors que les multinationales se servent de ces productions « écologiques » pour maintenir leur droit à polluer ailleurs. En effet, dans le cadre des « quotas de carbone » imposés par l'Europe à ses entreprises, celles qui financent des productions d'énergie à faible émission de carbone dans des pays « en développement »

26. C. Castoriadis, *Les Carrefours du labyrinthe I*, chap. « Technique », *op. cit.*, pp. 321-322.

peuvent déduire un certain volume de leurs propres émissions de carbone en Europe et s'épargner ainsi des modifications plus importantes de leurs infrastructures.

### COMMENT PROMOUVOIR CONCRÈTEMENT LE CHANGEMENT ?

On voit que le changement nécessaire pour mettre fin au processus destructif en cours est colossal et se situe à tous les niveaux, mais dépend essentiellement d'un renversement politique et d'un renversement des valeurs. Or il est clair que l'adoption majoritaire de valeurs éco-sociales ne pourra advenir que progressivement, dans une interaction avec des réalisations concrètes susceptibles de convaincre et d'attirer de larges couches de la population. Il faudra en outre en même temps disqualifier le discours opposé, celui de l'innovation, qui se pare de vertus mirobolantes avec une armada de moyens de diffusion non seulement plus pénétrants mais surtout plus prestigieux que ceux des associations critiques. Prenons l'exemple de l'introduction du numérique dans les apprentissages scolaires. Le seul véritable intérêt de cette campagne est celui des entreprises fabricantes, et les ministres qui l'appuient l'avouent, peut-être à leur insu, lorsqu'ils plaident avant tout pour « rattraper le retard de la France » — car il s'agit bien de ne pas être en retard économiquement, même si la question du prestige international est également en jeu. Les uns et les autres avancent cependant des arguments pédagogiques (les techniques informatiques amélioreraient l'efficacité de l'enseignement) et des arguments sociaux (elles aideraient particulièrement les élèves en difficulté scolaire ou venant de milieux défavorisés), alors que sur l'un et l'autre point les observations et études sont loin d'être concluantes<sup>27</sup>. En débloquent d'énormes budgets pour équiper les écoles en matériel informatique, le gouvernement fait d'une pierre au moins trois coups : il donne l'impression de se préoccuper des populations les plus nécessiteuses, il stimule l'économie de croissance, il se donne un prétexte pour renoncer à d'autres financements de l'enseignement qui seraient bien plus nécessaires (augmentation du nombre de postes, maintien des écoles de villages, etc.). Mais, quoi qu'il en soit, personne n'élève contre la nouvelle mode l'argument le plus déterminant, qui est écologique : la planète va crever de l'énergie grise que coûte cet arsenal informatique, aggravé par l'encouragement qu'il donne du même coup aux familles pour s'équiper de

27. Un dossier équilibré, avec de nombreuses références, se trouve sur le site de la Bibliothèque publique d'information : [www.bpi.fr/fr/les\\_dossiers/culture\\_numerique/pour\\_ou\\_contre\\_le\\_numerique\\_a\\_l\\_ecole](http://www.bpi.fr/fr/les_dossiers/culture_numerique/pour_ou_contre_le_numerique_a_l_ecole)



tous les nouveaux gadgets du même genre. Pour rappel, l'énergie grise est la somme des énergies mises en œuvre par un produit depuis sa conception jusqu'à son recyclage, en passant par l'extraction des matériaux, la fabrication, le transport, l'entretien, l'énergie de fonctionnement, etc. En y ajoutant l'indicatif des quantités de matières non renouvelables nécessaires pour la fabrication du produit (MIPS), on obtient un bilan qui ne fait aucun doute sur la nuisance considérable de cette industrie. En particulier, tout ce qui nécessite un condensateur (c'est-à-dire une batterie : les téléphones, tablettes et ordinateurs portables) utilise des métaux lourds, dangereux et rares, dont certains entretiennent des mafias et des conflits sanglants dans les régions de production.

Faut-il en conclure qu'on doit se passer totalement de l'ordinateur, et par conséquent d'internet, l'un des rares services pour lesquels un support de ce type est indispensable ? Certaines associations le prévoient, même si elles estiment que ce n'est pas possible tout de suite, parce que, ne fût-ce que pour diffuser l'information à ce sujet, il faut utiliser ces techniques<sup>28</sup>. Une alternative moins extrême consisterait à transformer l'outil informatique au même titre que les autres outils et machines : le produire en un nombre limité d'exemplaires partagés par une communauté, réduits aux fonctions les plus simples, après avoir évalué collectivement ce qui est vraiment indispensable pour le mode de vie qu'on souhaite. C'est d'ailleurs en train de se faire : des bricoleurs infor-

28. Voir, par exemple, la brochure « Les argumentocs » sur le site [les-renseignements-généreux.org](http://les-renseignements-généreux.org). Du même collectif, la brochure « Les illusions du progrès technologique » offre une synthèse remarquable de tous les éléments à prendre en compte dans une évaluation du développement actuel.

matiques ont déjà mis au point un processeur minimaliste à partir de matériaux très simples. D'autres transforment des machines courantes (lave-linge, four, etc.) de récupération pour les faire tourner avec de l'énergie naturelle ou humaine. Plus important encore : il y a déjà des villages d'habitations passives constructibles par des collectifs non professionnels, sur base de matériaux facilement accessibles localement. On voit par ces exemples aussi que les principaux obstacles au changement ne sont pas techniques mais socio-psychologiques. Il faut être intimement convaincu pour refuser d'être complice et de participer à la démarche consumériste-productiviste. On peut espérer qu'un épuisement des ressources plus rapide que la découverte de substituts par l'industrie mènera de plus en plus de gens vers les expériences alternatives qui se développent, de sorte qu'intensifier celles-ci et se préparer à les généraliser constitue certainement l'un des meilleurs paris sur l'avenir.

Dans la proposition *bolo'bolo*<sup>29</sup>, qui correspond presque point par point aux analyses de Bookchin, avec ses petites entités indépendantes, radicalement démocratiques et intégrées dans la nature, l'auteur conseille, pour opérer la transition à partir de la situation actuelle, de ne pas immédiatement se couper des activités de la majorité de la population, mais de rester salarié à temps partiel tout en développant à côté les nouveaux types de production et d'échange. Je me demande si cette demi-mesure est une bonne chose, si on ne risque pas de rester dépendant du revenu garanti par le salaire et incapable de dépasser la situation de transition pour se lancer totalement dans l'alternative. Le souci d'éviter le repli sur des communautés militantes ne me semble pas un argument important en faveur de cette précaution, car l'expérience actuelle montre que les nouvelles initiatives rurales ou urbaines sont très soucieuses d'entretenir des relations, à la fois matérielles et politiques, avec de larges cercles de gens moins directement impliqués. Je vois comme seul argument fort pour rester à moitié dans le système le fait que, dans la période actuelle, acquérir les moyens d'assurer une indépendance doit encore se faire par de l'argent et qu'il faut donc alier les activités qui rapportent de l'argent et les activités d'exploration ; mais je nuancerais la position en ajoutant que ce partage du temps ne doit pas nécessairement s'effectuer en chaque individu mais peut se décliner entre des individus liés par un même projet et qui mutualisent les différents apports nécessaires

29. P. M., *Bolo'bolo*, 1983, réédition Éd. de L'Éclat, 1998. Une présentation très bien faite dans *La Traverse*, n°3, sur le site [les-renseignements-généreux.org](http://les-renseignements-généreux.org).

en fonction des opportunités de chacun. Il vaut mieux être totalement immergé dans un tel projet pour lui permettre de se développer et pour en éprouver les bienfaits dans sa propre vie. Ceux qui ne peuvent pas, ou pas tout de suite, rompre toutes les amarres peuvent soutenir ces projets, soit par un apport financier de départ si c'est nécessaire, soit en contribuant à développer ces réseaux de relations diverses qui les empêchent précisément d'être coupés d'autres forces ou d'autres besoins. En tout cas, il me semble évident qu'il faut viser le plus tôt possible l'indépendance totale par rapport à l'argent venant du système, que ce soit sous la forme d'une vente de son travail ou sous la forme d'une allocation quelconque de l'État. À la question de savoir si nous avons encore le temps, vu l'accélération des dégradations, de développer un processus préparatif progressif, je pense utile de rappeler qu'une majorité apparemment passive s'engage immédiatement dans les comportements collectifs autonomes lorsqu'une situation exceptionnelle l'y invite, comme on l'a souvent observé lors des grèves avec occupation et, plus intensément encore, lors des insurrections.

#### **FAUT-IL RENONCER À DES TECHNIQUES D'UN HAUT NIVEAU SCIENTIFIQUE ?**

Il n'en reste pas moins que deux perspectives bien différentes s'offrent à ceux qui veulent se débarrasser du système techno-capitaliste : ou bien la réduction des techniques à un niveau artisanal de machines et outils qui peuvent fonctionner avec les énergies renouvelables locales disponibles actuellement, ou bien la même réduction dans l'immédiat mais avec un projet de redéploiement progressif d'une recherche scientifique avancée, débattue et décidée collectivement, éclairée de toute la lucidité nécessaire sur ses risques de déviation, et qui ouvre des perspectives de civilisation encore inconnues.

Refuser de poursuivre le mode de vie énergivore actuel n'implique pas que l'on doive rejeter les innovations techniques qui ont effectivement permis de réduire très fortement la consommation d'énergie d'appareils simples, ni surtout qu'on se prive d'en chercher d'autres. Il est bien connu que, dans l'état actuel des choses, la diminution de consommation énergétique est en partie compensée par une augmentation de l'usage due au fait que le coût est moindre (cela a été constaté notamment pour l'éclairage et pour les déplacements en avion et en voiture). Pour lutter contre un tel

effet pervers, l'épuisement des ressources pétrolières et assimilées serait une bonne nouvelle s'il n'était pas à peu près certain que les groupes industriels les remplaceront par des équivalents aussi polluants et destructeurs, comme on le voit déjà avec les fausses solutions que sont les agrocarburants ou les moteurs électriques. Il reste que les effets nuisibles ne viennent pas des techniques économes en énergie mais du contexte économique fondé sur l'offre et la demande : tant que les entreprises continueront à susciter une offre accessible à un nombre suffisant de consommateurs et que la demande des consommateurs sera entretenue par des contraintes à la fois matérielles (impératifs du travail) et psychiques (propagande et gratification sociale), ces inventions seront vaines parce que détournées. Elles n'offrent des perspectives d'avenir viable que si on les assortit d'une multitude d'autres exigences relevant davantage du politique que du technique.

Par ailleurs, une fois la science délivrée des motivations technico-économiques, quelles seraient les raisons de poursuivre des recherches scientifiques mobilisant des connaissances approfondies de la matière-énergie universelle, en particulier dans le domaine des sources d'énergie à haut potentiel ? Il me semble qu'il ne faut pas trop vite y renoncer, si on veut libérer la vie quotidienne du labeur. En effet, l'expérience des communautés qui vivent frugalement de production artisanale montre que les activités orientées vers la subsistance (agriculture à force humaine ou animale, constructions, redécouverte et mise au point de multiples ingéniosités pour le chauffage, la cuisine, etc., déplacements lents pour les échanges) occupent tout le temps disponible et ne laissent que très peu de place à des activités non utilitaires. Certes, le plaisir est grand de se réapproprier la maîtrise de ses moyens de subsistance, et les conditions dans lesquelles ces tâches sont accomplies peuvent les débarrasser d'une bonne partie de leur charge asservissante, en particulier par le retour de la créativité individuelle et collective. Mais, à plus ou moins long terme, n'aurons-nous pas envie d'assurer ces tâches nécessaires dans un temps plus réduit, pour pouvoir nous tourner vers de nouveaux horizons d'exploration, intérieurs et extérieurs, vers de nouvelles expériences psychiques, intellectuelles ou artistiques qui créeraient une vie humaine qualitativement grandie ? Et je ne mentionne même pas l'argument, partagé par beaucoup, de conserver une médecine de pointe, dans la mesure où cette question me semble devoir être pensée collectivement, en temps

30. Les critiques énoncées ci-dessous sont communes aux différentes mises en œuvre possibles de la fusion, même si elles concernent plus particulièrement la technique dite du « tokamak », la plus avancée à ce jour et celle qui a été choisie pour le dispositif expérimental ITER. Par ailleurs, je laisse de côté les nombreuses critiques à adresser à l'expérience ITER elle-même.

31. Voir notamment « Le livre blanc du tritium » sur [www.asn.fr/sites/tritium](http://www.asn.fr/sites/tritium)

32. En revanche, il est inutile de se demander si cette technique est susceptible de constituer une arme de destruction massive, vu que celle-ci a précédé l'utilisation civile : la bombe H, qui combine un allumage par fission nucléaire et une gigantesque réaction de fusion, est parfaitement au point, vu qu'elle n'est concernée ni par le problème du confinement ni par celui de l'entretien du plasma.

utile, à l'intérieur d'une réflexion plus vaste concernant le lien entre la qualité de la vie et l'acceptation de la mort.

Dans l'état actuel de nos connaissances, une source d'énergie sûre et à haut potentiel n'existe pas. Une étude un peu approfondie de la fusion nucléaire aboutit à une évaluation très négative en termes de simplicité, de sûreté, de possibilité de contrôle et de décentralisation, même si les difficultés actuellement affrontées par la recherche étaient résolues (en particulier : trouver un matériau qui résiste aux disruptions du plasma, atteindre le seuil d'ignition où la réaction se maintient par sa propre chaleur, reproduire du tritium à partir des neutrons émis par la réaction). Il est bien dommage de ne pouvoir entrer dans les détails scientifiques et techniques, faute de place, car ce volet de l'évaluation n'est pas négligeable<sup>30</sup>. Je renvoie les curieux aux articles « fusion nucléaire », « tritium » et « tokamak » de Wikipédia, où ils trouveront en outre de nombreux liens vers l'explication des notions scientifiques et vers différents rapports de radiotoxicité. Pour résumer très fortement l'application des différents critères d'examen, quelles que soient les améliorations encore possibles, les éléments suivants sont rédhibitoires : 1/ l'un des deux composants de la réaction de fusion, le tritium, pose des problèmes de production et de radiotoxicité<sup>31</sup> ; 2/ la surveillance du plasma demande des mesures de sécurité et d'expertise considérables ; 3/ les unités de production sont nécessairement gigantesques car une grande quantité de plasma est nécessaire pour arriver à une fusion auto-entretenu ; 4/ l'ensemble de ces dispositifs est extrêmement coûteux et industriellement lourd. Pour toutes ces raisons, il ne fait pas de doute que cette piste de recherche doit être écartée dans la perspective d'une autonomie énergétique répondant à nos exigences écologiques et politiques<sup>32</sup>.

En résulte-t-il qu'il faille renoncer à toute recherche combinant la science physique ou chimique et l'ingénierie, dans le but d'utiliser la connaissance de potentiels naturels pour le développement de techniques efficaces ? À mon avis, non, à condition de réunir l'ensemble des prérequis évoqués et de replacer le développement technique dans une interrogation plus vaste sur les moyens et les fins d'une humanité plus épanouie, sachant que, sur ce point non plus, nous n'avons peut-être pas tous les mêmes aspirations.

**Annick Stevens**